

QUELQUES ÉLÉMENTS DANS UN DÉBAT

1 - Projet de société ou projet de civilisation ?

Je me souviens – c'était en 1985 -, nous étions un groupe souhaitant travailler à un projet de société. Il nous fût alors répondu par celles et ceux sollicités – des intellectuels communistes, trotskistes, socialistes ou sans-parti – que chacun en avait déjà un et qu'il n'y avait pas nécessité, ni utilité, à en chercher un autre. Les temps ont changé, la création de ce groupe de travail en témoigne. Un projet de société ne peut être pensé que globalement, même si par commodité d'analyse nous sommes amenés à isoler les éléments. Dans ce qui suit il s'agit, pour moi et dans cette perspective, d'indiquer ce qui me semble fondamental. D'où, dans ce qui suit, questions de méthode, question de principe, question de cohérence.

1.1 - Travailler à un projet de civilisation me semble un peu démesuré. Les civilisations se distinguent d'abord par des manières communes qu'ont des peuples de penser ou de vivre ensemble, sans que pour autant leurs systèmes économiques soient identiques. Une civilisation peut ainsi traverser plusieurs modes de production. Les civilisations existantes - celle judéo-chrétienne, celle méditerranéenne, par exemple, existent encore bien que n'ayant pas été prévues. Elles se sont construites sur des millénaires et nous ne pouvons que constater si nous sommes, ou pas, ou plus, dedans. Dans l'état actuel des connaissances, il me semble que seul Dieu soit en mesure de prévoir une nouvelle civilisation... et, peut-être, Paul Boccard.

1.2 – Travailler à un projet de société, s'il s'agit là aussi plus de constats que d'inventions, est déjà plus appréhendable, surtout, si l'on admet qu'un type de société est caractérisable par son mode de production, et là nous pouvons nous retrouver en terrain connu.

On peut alors décrire une schématisation de l'histoire... et aussi sa périodisation générale qui se présenterait, de cette manière :

A - Une première période, dès l'aube de l'humanité, où prédominait production agricole, artisanat localisé et troc, est née. Cette première période historique, où les excédents de production étaient, soit consommés, soit transformés par les groupes dirigeants en richesses dites mortes (trésors, monuments, œuvres d'art – symboles légitimant du pouvoir), peut être caractérisée comme celle des sociétés dites non cumulatives.

B - Une seconde période, dite des sociétés cumulatives, suit. Ici commence et se développe un processus où prédomine la production industrielle sur l'agriculture, la loi sur la coutume, une socialisation de plus en plus grande et son extension au mondial. Les richesses vives – le travail et les connaissances – ne sont plus transformées en richesses mortes mais en richesses vives élargies. C'est-à-dire en une épargne dégagée s'investissant dans d'autres domaines que ceux d'où ils proviennent.

C – Aujourd'hui, cette production de richesses vives élargies (l'accumulation élargie de capital) se tarit. Guerres, pillages, gaspillages, courses éperdues à la productivité des hommes et de la nature en sont probablement les principales causes. Une troisième période se profile peut-être où l'accumulation élargie devra reprendre. Elle proviendra alors, non de la surexploitation des hommes et de la nature, mais de leur économie. « *L'écologie, c'est l'économie de la nature* ». Cette définition – qui vient de Linné, reprise par Darwin et Haeckel –, s'appliquant aux hommes et à la nature, où « économie » est à entendre dans son sens à la fois

gestionnaire des choses et ménager des ressources, doit-il devenir le fil conducteur conduisant à des règles nouvelles gouvernant un nouveau mode de production ? Faut-il ajouter que la « "modernité" représente justement cette transition et que nous y sommes ?... » (Henri Lefebvre). Un projet de société ? C'est de cela qu'il s'agit, me semble-t-il.

2 – Questions de méthode

2.1 – Penser le possible pour réaliser le présent

Un projet de société a toutes les chances de ne pas se réaliser. Cela a été le cas s'agissant de tous ceux élaborés depuis 200 ans. Seul le capitalisme n'a pas vraiment été projeté et s'est réalisé. Il en a été ainsi de tous les modes de production ayant existé (mode de production esclavagiste, féodal, etc.).

Il faut pourtant, je crois, penser un projet de société car penser un « possible » induit un renversement du « penser ». Poser le fini, comme point de départ, permet d'affirmer que l'histoire est terminée, que le capitalisme est là pour l'éternité. Inversement, partir de « l'infini » pour revenir vers le « fini », c'est considérer l'histoire comme non-close, c'est penser qu'un mode de production à venir est un « possible » parmi d'autres. Un « possible » qui exige cependant un « réel », c'est-à-dire un choix et un acte. Dans cette logique, un mode de production existant, réel, peut être considéré comme un « possible » réalisé, même s'il n'avait pas été pensé.

Partir du « fini », implique de prendre pour comptant des réalités existantes et de s'en tenir là. Partir du « fini » implique un refus de la dialectique dans la mesure où celle-ci traduit le mouvement réel d'un « possible » en train de se faire et non un « possible » déjà réalisé.

L'utilité d'un projet de société est donc moins dans les chances de le voir se réaliser dans une durée prévue, et plus dans ce qu'il permet de penser, de déterminer une politique pour le présent. Même si l'on se trompe, un peu ou beaucoup, il restera peut-être un résidu.

2.2 – La méthode dite « régressive-progressive »

Cette méthode a été développée par Lefebvre (Il en a trouvé le principe chez Marx – *Grundrisse*). Sartre a repris la méthode chez Lefebvre et l'a utilisée à propos de *Critique de la raison dialectique*.

Elle consiste :

A - Partir d'une analyse du présent, de ce qui existe. Pour Marx, c'était le capitalisme. Celui plus précisément industriel ;

B – Remonter, de proche en proche, dans le passé pour comprendre les contradictions et le moment de leurs naissances. On tente ainsi de dégager ce qui a précéder le présent ;

C – Revenir au présent, en reprenant le processus en sens inverse, pour dessiner les virtualités qui peuvent se réaliser dans le futur. On tente ainsi de voir tous les possibles contenus dans la situation actuelle.

« ... Cette méthode, avec sa phase de description phénoménologique et son double mouvement de régression puis de progrès, nous la croyons valable – avec les modifications que peuvent lui imposer ses objets – dans tous les domaines de l'anthropologie.. C'est elle, d'ailleurs, que nous appliquerons (...) aux individus eux-mêmes et aux relations concrètes entre les individus. Elle seule peut être euristique ; elle seule dégage l'originalité du fait tout en permettant des comparaisons. Il reste à regretter que Lefebvre n'ait pas trouvé d'imitateurs parmi les autres intellectuels marxistes. » a écrit Sartre.

3 – Question de principe

Principe selon moi fondamental : l'homme total. Ce que Lefebvre pensait devoir être "au sommet de la pensée philosophique (marxiste). L'idée d'homme total - que Marx et Engels empruntent à Feuerbach, qui lui-même la tient de Diderot et Helvetius (et aussi du jeune Goethe) - sonnait mal il y a cinquante ans. "L'homme, le bien le plus précieux" disait Staline, et "il n'était que trop facile alors de confondre ces termes : homme nouveau, homme communiste, homme total". Exit donc l'homme total? Restait entière la question. Qu'il faut reprendre aujourd'hui.

Pour Marx il s'agissait d'une réponse positive à l'étude et à la critique de la division du travail. Ce qu'il a amplement développé. Par exemple dans "L'idéologie allemande" : « *La division du travail entraîne la possibilité et même la réalité, que l'activité spirituelle et matérielle, la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient à des individus différents.* » Et encore : « *Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé et réparti entre individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé et métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive* ». Mais peut-être Marx, à propos d'homme total, a-t-il été plus explicite que ne le dit Lefebvre? Moins à propos de l'expression et plus dans le sens donné à la formule. Dans "La question juive", par exemple : « *Ce n'est que quand l'homme individuel a repris en soi le citoyen et est devenu homme individuel, dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, être générique, ce n'est que quand l'homme a reconnu et organisé ses "forces propres" en forces sociales et donc ne sépare plus de soi la force sociale sous la forme de la force politique, ce n'est qu'alors qu'est consommée l'émancipation humaine* ».

En va-t-il différemment aujourd'hui ? La caractéristique dominante de la société actuelle me semble toujours être, individualisme oblige, son éclatement. Éclatements entre les êtres humains, tant au plan privé qu'au plan social. Vies privées jalonnées par les tabous et les interdits matériels et idéologiques : enfermement pour certains dans des espaces réduits et, pour d'autres, dans une mobilité extrême ne conduisant pas pour autant à la création de liens avec les autres. Vies sociales caractérisées par des divisions (du travail) de plus en plus accentuées ; exercice, dans, le meilleur des cas, de spécialisations élémentaires au lieu de métiers complets ; divisions des catégories au travail par un éparpillement des statuts ; éparpillements urbanistiques, de plus en plus caractérisés par une ghettoisation des couches sociales. De telles conditions de vie, mêmes dorées, conduisent à la pire des aliénations de l'individu : sa propre dépossession (matérielle et intellectuelle).

Dans notre société moderne, il y a accentuation des divisions et donc des antagonismes entre conscience privée et conscience sociale. Les aliénations qui en résultent prennent de nouvelles formes. Antagonismes et aliénations ne sont plus l'apanage du seul travailleur, du prolétaire mais concernent la quasi-totalité de la société. La vie privée est socialisée et devient marchandise : le temps libre, les loisirs, la culture. La vie sociale se privatise, dans le travail notamment : sont privilégiés dans l'entreprise les contrats à durée déterminée et le travail intérimaire contre le contrat collectif à durée indéterminée, la concurrence entre les salariés contre les solidarités. Les liens sociaux se cassent, la division de la division du travail est poussée à ses extrêmes.

L'homme total ? En 1945, dans le tome I de "Critique de la vie quotidienne", Lefebvre parle d'une recherche philosophique conduisant à une conception d'ensemble, et dans un sens renouvelé de l'homme et du monde découlant de la méthode dialectique : "philosophie concrète, dynamique, liée à la pratique, à

l'action, comme à la connaissance - donc effort pour "dépasser" toutes les limitations de la vie et de la pensée, organiser un "tout", et mettre au premier plan l'idée de l'homme total".

Pour lui, « l'homme total - universel concret et vivant -, il ne peut se concevoir que comme une limite à l'infini du développement social ». Il ajoute, en 1957, dans l'avant-propos à la deuxième édition du même ouvrage : « L'homme total n'est devant nous qu'un horizon au-delà de notre horizon. C'est une limite, une idée, et non pas un fait historique. Cependant nous devons "historiciser" la notion, la penser historiquement et socialement. Et non pas à la manière naïve de ceux qui croyaient au brusque surgissement, dans l'histoire, de l'homme nouveau, complet, possédant toutes les qualités jusque-là incompatibles, vitalité et lucidité, humble courage dans le labeur et vaste enthousiasme créateur ».

Partant de ce concept d'homme total, je voudrais ici essayer de dégager, de manière très résumée, les quelques principes majeurs qui me semblent devoir gouverner une réflexion conduisant à un projet de société :

3.1 - La réunification, avec lui-même et avec les autres, de l'homme aujourd'hui écartelé : dans sa vie privée et dans sa vie sociale, entre sa vie privée et sa vie sociale. Écartèlements destructeurs de « soi », conduisant aux déshumanisations, aux pertes d'identité et de dignité, aux humiliations. Autrement dit, il s'agit de tendre toujours plus à la désaliénation et de l'homme privé et de l'homme social, contre l'individualisation exacerbée des êtres humains qui atteint des sommets jamais égalés.

3.2 - La réconciliation d'une société elle aussi éclatée, avec elle-même et avec les autres sociétés, menant à un état de civilisation où l'altruisme conjugué à l'intérêt bien compris des hommes conduirait à ne plus faire des individus les plus faibles des exclus, contre la généralisation d'une concurrence marchande frappant hommes, choses et nature (1).

3.3 - Le passage progressif à un temps où il deviendra de plus en plus difficile de distinguer travail et hors-travail, par la tendance à ce que le producteur accède au statut de créateur (individuel ou collectif) ; par une transformation de l'organisation du travail (dans l'entreprise et dans la société) où les activités éclatées et hiérarchisées seraient remplacées par des activités d'associés conduisant à l'auto-émancipation des individus ; par une transformation des finalités du travail privilégiant le développement d'activités au service du public, contre celles visant seulement à accroître artificiellement les profits des détenteurs des capitaux et des spéculateurs boursiers ; par un partage des pouvoirs, dans l'entreprise et hors entreprise, entre détenteurs des capitaux et citoyens propriétaires de leur force de travail.

4 – Question de mode de production

« Un mode de production disparaît seulement lorsqu'il a mis au jour ce qu'il recelait : connaissances, techniques, forces productives. Les limites du capitalisme lui sont assignées par lui-même, et non pas du dehors » a écrit Lefebvre en 1968, reprenant Marx, dans un article tirant le bilan du "Capital" cent ans après sa publication. Où en est "notre" capitalisme d'aujourd'hui ? C'est bien ce qu'il s'agit de vérifier méthodiquement, au-delà des satanisations et des bons sentiments qui veulent qu'il n'y ait qu'un choix : des "bons" et des "méchants", ou dans l'ancrage de dogmes nés aux temps d'une forme antérieure de capitalisme.

Mode de production, forces productives, rapports de production ? Expressions datées d'un temps où les centres de gravité de la réflexion théorique, et de l'action, étaient essentiellement le travail, les lieux du travail. Expressions datées, mais par commodité, facilité, paresse peut-être, il faudra faire avec (2).

4.1 – Mode de production et accumulation élargie du capital

Le processus cumulatif élargi est devenu l'axe central, l'épine dorsale du capitalisme moderne. La recherche d'une accumulation élargie est devenu un ensemble où connaissances, techniques, production, lois, démographie semblent saisi par une inflation galopante. La production industrielle prédominant sur l'agriculture, la loi prédominant sur la coutume et conduisant à une socialisation sans cesse plus grande des sociétés : avec le processus cumulatif, l'histoire n'a pas seulement changé de sens mais pris une direction et une signification : l'économique comme tel est devenu « base » et « axe » de la société et de son histoire.

L'accumulation élargie du capital est ainsi devenu le but suprême des capitalismes successifs, la marque, le signe de leur efficacité, bref leur caractéristique fondamentale. Si chaque capitalisme a évolué, s'est adapté, c'est dans la recherche perpétuelle d'une accumulation élargie, et il y a réussi à la faveur de changements technologiques. Changements technologiques, et plus particulièrement ceux relatifs à l'énergie, ayant comme conséquences d'être des moteurs de l'histoire(3).

La richesse vive élargie est aujourd'hui condensée dans le capital (qui peut être converti en actions spéculables en Bourse). Les "trésors" contemporains - les richesses vives élargies - ne sont cependant ni les actions ni même les entreprises, mais les capacités technologiques et productives que possèdent ces dernières : qualifications humaines, connaissances accumulées (secrets), productivité du travail, des machines et des espaces. Cette capacité de production est cependant insuffisante à qualifier une entreprise (industrielle, agricole ou de service) de "trésor". Elle doit encore être capable de commercialiser (de transformer en marchandise) ce qu'elle fabrique (produit ou usage). Cette dimension - la marchandisation - est partie intégrante du processus cumulatif élargi.

La transformation en marchandises (de tout et de rien) a pris un rythme galopant. Elle est devenue la caractéristique non seulement dominante mais enflée du processus cumulatif élargi. Des biens abondants, ne relevant pas de l'économie ou du marché, qui n'avaient ni valeur d'usage ni valeur marchande - l'eau, l'air, la lumière, l'espace, le temps privé, le vivant - sont devenues des marchandises qu'il faut de plus en plus produire. « *Des phénomènes importants mais superficiels (pollution, détérioration de "l'environnement" et de la nature) masquent des modifications encore plus graves. Les "éléments" perdent leur nature* » (Henri Lefebvre, "Le droit à la ville").

Le temps est depuis longtemps assujéti à l'économique (au travail). Il s'agit du temps social, ou d'une partie de celui-ci. Aujourd'hui l'économique s'est emparé (par sa transformation en marchandise) du temps privé. De celui des enfants aussi où les activités diverses et obligées - il faut faire comme les "autres", selon la mode du moment - mangent le temps des jeux (celui de l'apprentissage et de l'autonomie et de l'esprit d'initiative). De celui des adultes : loisirs et vacances (devenus produits) passent, inexorablement, par des "animateurs". On arrive à ce paradoxe : la "privatisation" des temps et des espaces sociaux, la "socialisation" des temps et des espaces privés. Le capitalisme a réussi là où ce qui était nommé "communisme" a échoué.

4.2 – Vers la fin de l'accumulation élargie du capital

La répétition de plus en plus accélérée des processus cumulatifs conduit à une telle consommation de temps, d'espaces et d'énergies qu'aujourd'hui la reproduction élargie de capital arrive en quelque sorte à saturation. À l'injection massive d'énergie (moyens matériels et humains) ne correspond plus un niveau espéré d'accumulation élargie de capital, bien que telle soit la finalité des lois du marché, du capitalisme.

« Tout processus cumulatif peut se représenter schématiquement par une courbe exponentielle (...) Cette croissance exponentielle peut n'être qu'une tendance, ou plutôt n'est généralement qu'une tendance. Lorsque le processus entraîne nécessairement des facteurs qui le freinent (saturation plus ou moins durable), la courbe exponentielle prend une forme beaucoup plus compliquée, dite courbe "logistique". On sait d'ailleurs que les événements et conjonctures historiques peuvent interrompre ou briser un processus à caractère cumulatif ». (Henri Lefebvre, "Critique de la vie quotidienne", tome II).

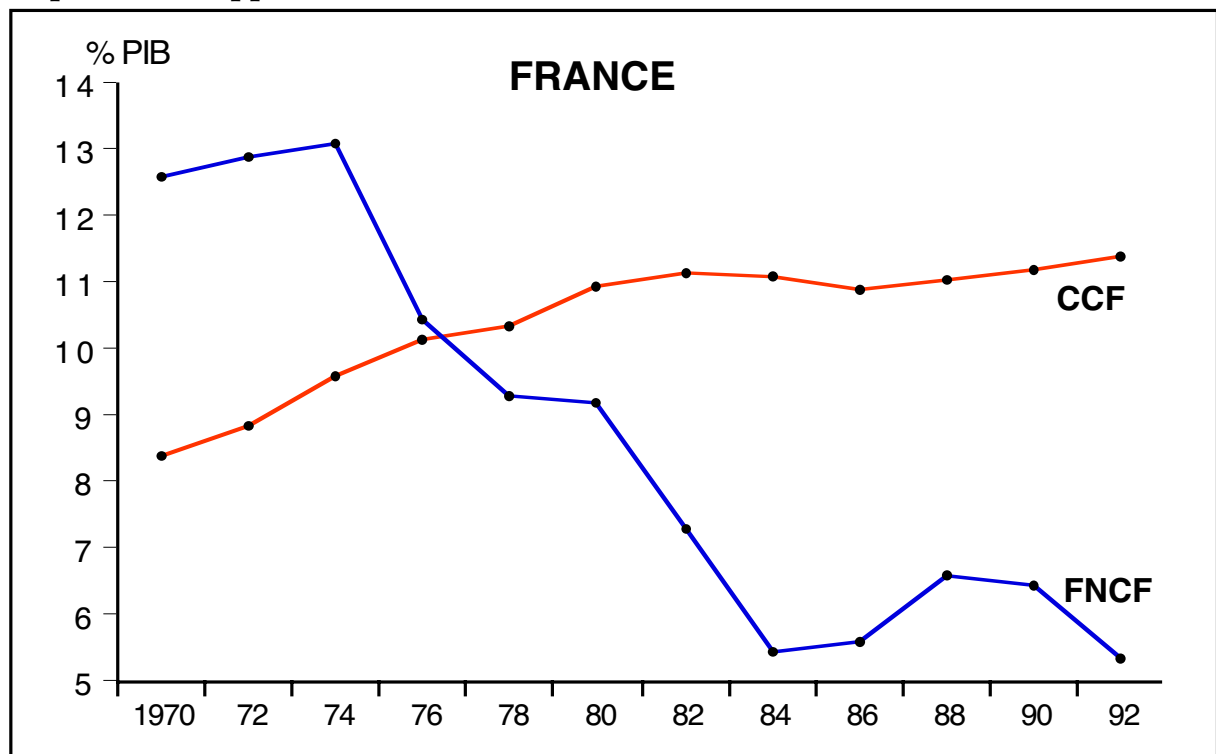
L'analyse des rythmes déchaînés de la vie économique, de la transformation en marchandises de tout ce qui fait la vie quotidienne conduit à penser que nous en sommes bien là : un processus à caractère cumulatif brisé. Les statistiques confirment, de manière aveuglante les résultats d'une analyse d'abord proche de l'intuition. Il suffit d'examiner un certain nombre d'éléments comptables des économies nationales, notamment l'évolution comparée et de la **Formation Nette de Capital Fixe (FNCF)** - qui traduit celle de l'accumulation élargie du capital - et de la **Consommation de Capital Fixe (CCF)** - qui traduit l'injection massive de moyens destinés au renouvellement des équipements existants - rapportés au **Produit Intérieur Brut (PIB)**.

On verra :

- 1 - que la FNCF, située à un niveau encore élevé en 1970, diminue régulièrement jusqu'à aujourd'hui (ce qui est une tendance longue) ;
- 2 - que la CCF, pour la même durée, d'abord située à un niveau raisonnable, augmente régulièrement. À tel point que les deux courbes se croisent en 1976, pour la France ;
- 3 - que la tendance est valable aussi pour tous les grands pays industriels : **États-Unis, Japon, Allemagne** ;
- 4 - qu'aujourd'hui donc on détruit partout plus de capital qu'on n'en épargne, et que le niveau de la FNCF (qui est la raison d'être du capitalisme) arrive à son degré zéro. La fin de l'utilité socio-économique du système libéral peut même être annoncé, si les tendances longues se confirment : entre 2005 et 2014 pour la France, entre 2007 et 2022 pour les États-Unis, par exemple.

Une réactualisation de ces courbes réalisée en 1995 montrait qu'effectivement ces tendances non seulement continuaient mais s'amplifiaient.

Taux de Formation Nette du Capital Fixe et taux de Cons. de Capital Fixe, rapportés au PIB



Sources : OCDE

Les mécanismes qui conduisent à la chute de la Formation nette de Capital Fixe (FNCF), et à l'augmentation corrélative de la Consommation de Capital Fixe peuvent encore être mieux saisis si on les examine dans l'agriculture, l'industrie et les services (4).

4.3 – Saturation des taux de croissance de la productivité

État de saturation ?

Électricité : point au-delà duquel le signal incident ne produit plus d'accroissement dans la réponse.

Cybernétique : ensemble des conditions par lesquelles un accroissement supplémentaire de l'écart ne provoque plus une intervention suffisante du système de régulation

L'augmentation régulière, depuis plus de trente ans, de la Consommation de Capital Fixe (CCF) est conséquence (et signe) d'une course à la productivité qui absorbe l'essentiel des moyens disponibles, et cela au détriment de la création élargie de capital. À l'injection massive d'énergies (moyens matériels et humains) par l'intermédiaire, entre autres de la R-D (recherche-Développement), ne correspond plus un niveau espéré d'accumulation élargie de capital, ce qui est répétons-le la finalité de l'économie de marché. Il y a course éperdue à la productivité (des machines, des hommes, des espaces) pour faire face à la concurrence. Hommes, machines et espaces sont souvent considérés comme obsolètes avant même d'être usés, voire avant même d'être utilisés.

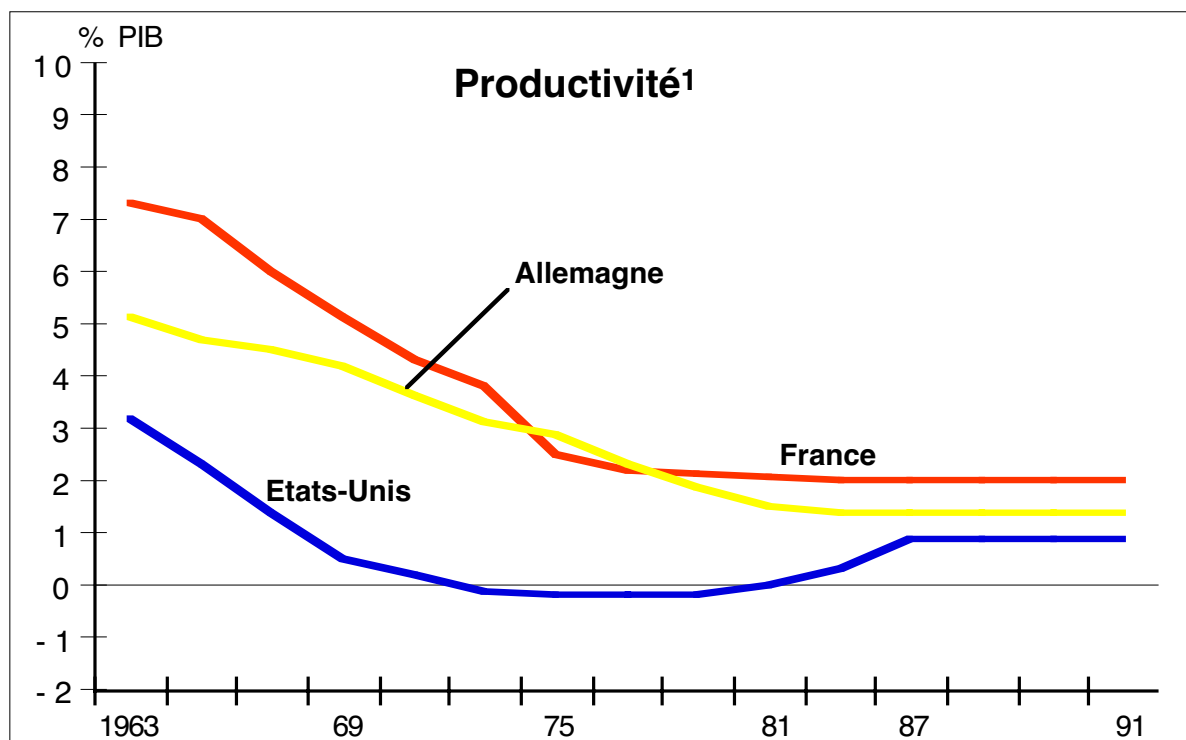
Quand un accroissement du capital réutilisable est intégralement, ou presque, réinvesti dans une production qui n'acquiert pas une valeur économique supplémentaire, où le seul objectif recherché est la diminution de la masse salariale et des temps de fabrication (ce que mesure la productivité "apparente" du travail), il s'ensuit une saturation des taux globaux (tous facteurs confondus) de la

productivité.

Et il y a bien saturation des taux globaux de croissance de la productivité. C'est ce que nous disent des économistes et des statisticiens quand ils constatent qu'il y a « *contradiction croissante entre l'accélération "apparente" du rythme du changement technologique vers la fin des années 70 et le début des années 80 et le ralentissement "apparent" de la croissance de la productivité au cours de cette période dans de nombreux pays de l'OCDE* » (Pari Pattel et Luc Soete, "L'évaluation des effets économiques de la technologie" in "STI-Revue", décembre 1988, OCDE) « *Pour ceux qui jettent un regard rétrospectif sur les années 50 et 60, à la lumière du ralentissement de la croissance des années 70 et 80, ce serait la première période qui a toutes les apparences d'une exception* » (Gérard Bell, "L'observateur de l'OCDE", juin-juillet 1990), ajoute un autre observateur.

"Mais les rythmes de croissance de la productivité varient suivant le point de vue de l'observateur", est-il parfois objecté. Certes. Cependant, malgré des appréciations différentes quant à ce que sont les changements techniques et technologiques, malgré les difficultés économétriques concernant l'appréciation des contributions de la science et de la technologie à la croissance économique, malgré les difficultés économétriques à mesurer les productivités, la stagnation de la croissance des taux de la productivité, tous facteurs confondus, est admise.

Les difficultés économétriques ne remettent pas en cause la constatation de l'état de saturation des taux de croissance de cette productivité. « *Les erreurs de mesure pourraient expliquer au maximum 10 ou 20 % du ralentissement observé de la productivité globale des facteurs. Ce ralentissement n'est donc pas, pour l'essentiel, un mirage statistique mais bien le reflet d'une réalité* » (Gérard Bell, idem).



1. Productivité totale des facteurs (capital et travail)
Source : "L'Observateur de l'OCDE", juin-juillet 1990

Les différents facteurs de la **productivité** sont : celui du **travail** (les hommes), celui des **machines** et celui des espaces (les **bâtiments industriels** notamment). Productivité des machines et productivité des bâtiments sont généralement associées

sous l'appellation **productivité du capital**. La, ou plutôt, les productivités mesurent l'efficacité des hommes et du capital à concourir à une production. La production d'un secteur considéré étant mesurée par l'apport de ce secteur au PIB.

La productivité du travail est généralement définie comme le rapport de la production du secteur considéré à l'emploi dans ce secteur. Elle peut être mesurée en unités absolues (production en unités physiques ou à prix constants) par travailleur et par années. La production par heure travaillée peut être une autre mesure de la productivité du travail. Son taux de croissance est défini comme la différence entre le taux de croissance de la production et le taux de croissance de l'emploi.

La productivité du capital est, elle, appréciée à partir du stock brut de capital.

La productivité totale des facteurs, qui correspond au rapport entre la production du secteur considéré et une moyenne géométrique de l'emploi et du stock de capital dans ce secteur, prend donc en compte la contribution des apports de capitaux à la production (sous formes de machines, d'équipements et de bâtiments). Elle est mesurée sous la forme d'un indice (soit par rapport à une année de base soit par rapport à un autre pays). Son taux de croissance est défini comme la différence entre le taux de croissance de la production et une moyenne pondérée des taux de croissance des intrants (matières premières, énergies, etc.).

Une étude réalisée par Gérard Duménil et Dominique Lévy, économistes, et publiée par "STI-Revue" en avril 1991, consacrée aux États-Unis, peut illustrer l'évolution des trois termes de la productivité.

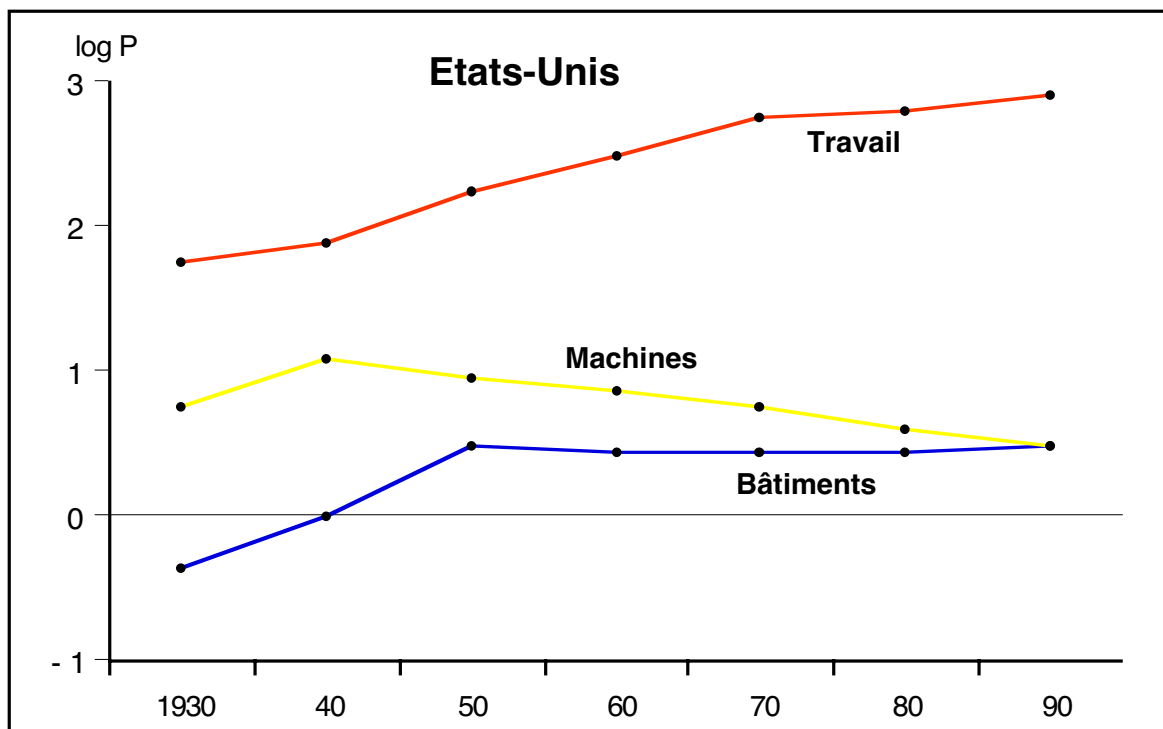
On verra, et cela d'une manière générale, que :

- S'agissant des hommes, il y a effectivement augmentation du chômage et augmentation de la productivité du travail. Ce qui, selon d'autres études concernant le secteur des **entreprises**, n'est cependant pas avéré. Productivité du travail souvent accentuée à la faveur de délocalisations de productions vers des lieux de moindre coût de la main-d'œuvre. Par exemple, aux États-Unis, la productivité du travail est passée de 1,7 % en 1940 à 3,0 % en 1985.

- Concernant les machines, le capital est comme aspiré dans une spirale ascendante où les investissements (en R-D entre autres) ont comme objectif une productivité encore accrue. Résultat : les amortissements des investissements égalent ou dépassent les gains précédemment réalisés grâce à la productivité des machines. Cela conduit finalement soit à une stagnation soit à une baisse des taux de productivité des machines. Toujours pour les États-Unis, la productivité des machines est passée de 1,4 % en 1940 à 0,5 % en 1985.

- troisième élément, l'espace : aux États-Unis, la productivité des bâtiments était stable, 0,5 % en 1955 et en 1985.

Productivités brutes du travail, des machines et des bâtiments



Source : OCDE, "STI-Revue", avril 1991

Les productivités des trois termes - travail, machines, bâtiments - ont chacune un poids spécifique dans l'ensemble auquel elles concourent : la productivité générale, ou économique, ou productivité totale des facteurs (PTF). La part de la productivité du travail (PT), qui dans les courbes précédentes entre pour une part égale à 0,65 est à peu près stable dans le temps, de même en apparence que la part de la productivité du capital (PC), égale à 0,35. Cependant, dans cette dernière, composée de deux parties : les machines et les constructions, le poids des machines a tendance à augmenter au détriment de celle des constructions (de 7 % environ depuis 1940). On peut alors, pour résumer, poser cette équation : $1 = 0,65 + 0,35$ (PTF = PT + PC).

On arrive ainsi à des paradoxes : une productivité des machines qui diminue alors que sa part dans la productivité générale augmente, une productivité du travail qui augmente alors que son rôle dans l'ensemble n'augmente pas, une productivité des constructions, qui bien qu'à peu près stable, diminue elle quant à son importance dans la productivité totale des facteurs.

Résultat : chaque poste de travail coûte de plus en plus cher, puisque quand la productivité du travail augmente il y a moins de travailleurs et que le poids des machines et des équipements, par travailleur, est de plus en plus lourd. « Pendant vingt ans, j'ai travaillé dans différents comités d'entreprises et j'y ai appris des choses surprenantes (...) Il y a 25 ans, au début des années 70, un travailleur coûtait 50.000 marks. Aujourd'hui en moyenne, il coûte 250.000 marks. Et dans l'automobile, c'est 500.000 marks en moyenne. Dans les domaines très poussés techniquement, un ingénieur coûte, compte tenu de son profil, un million de marks à l'entreprise » nous dit un Député fédéral allemand indépendant : Ulrich Briefs. Cela corrobore ce fait : une Consommation de Capital Fixe telle qu'elle pousse sans cesse au processus décrit précédemment.

4.4 – À propos des forces productives

Nous l'avons déjà dit, aujourd'hui on ne peut plus réduire les forces productives – matérielles et intellectuelles – à ce qu'elles étaient au temps de Marx. Des biens abondants, ne relevant pas alors de l'économie de marché ou n'existant pas, sont devenues marchandises : l'eau, l'air, le vivant, l'informatif, etc. sont entrés dans la catégorie « forces productives »

Il y a peu – hier – les forces productives étaient essentiellement constituées de producteurs – les prolétaires –, propriétaires de leur force de travail, indissolublement liés à des outils, machines et équipements. L'ensemble – l'atelier, l'usine – était producteur de plus value et d'accumulation élargie du capital. Aujourd'hui, la tendance est à l'externalisation et du travail et des travailleurs, ces derniers passant du statut de « capital le plus précieux » à celui de « coût ». Les délocalisations ne sont qu'un aboutissement extrême de cette externalisation.

Espaces et temps sociaux sont eux aussi entrés massivement dans la catégorie « forces productives ». On produit les espaces et ceux-ci sont devenus des produits à vendre. Le foncier, l'habitat, la ville, l'urbain, de valeurs refuges sont devenus valeurs hautement spéculatives. Il ne peut en aller autrement quand les trois quarts des Français vivent maintenant dans des unités urbaines (entre 1936 et 1999, la population des villes françaises a doublé, passant de 22 à 44 millions d'habitants, alors que l'ensemble de la population n'augmentait que de 40 %). Dans les villes le prix du m² est d'autant plus élevé que les conditions et qualités de vie y sont meilleures. Routes, transports, systèmes de santé, écoles, loisirs, culture deviennent alors des exigences majeures des habitants de ces villes, d'autant plus que l'augmentation de population dans les villes résulte pour beaucoup du développement des classes moyennes dans celle-ci. Cela a un coût : en 1990, le total des dépenses des collectivités territoriales était de 87,58 milliards d'euros ; en 2001 il était passé à 129,76 milliards. Il me semble significatif de l'importance prise par la ville et l'urbain que ce soit ces secteurs (services et logements) qui dégagent encore de l'accumulation élargie de capital.

Identiquement, les temps - qui sont devenus plus que jamais de l'argent - entrent eux aussi dans la catégorie « forces productives ». Plus précisément ce sont les économies de temps qui sont devenues facteurs importants de valeurs ajoutées. Dans l'industrie et le commerce, comme mode d'organisation, c'est le « juste à temps » qui caractérise cette tendance à rentabiliser machines et équipements par à leur utilisation optimum (rapprochement entre la demande et l'offre conduisant à la réduction des stocks). Le raccourcissement des durées de transport (TGV, avions subsoniques) contribue aussi à l'économie des forces productives situées en amont. L'information, la communication en temps réel donnent la possibilité, ou l'impression tout au moins, de pouvoir agir dans l'immédiateté et, là encore d'économiser en amont.

Toute cette course à l'économie de temps, dans la vie sociale et dans la vie privée des individus, est permise par le développement des outils informatiques, des logiciels qui les commandent et des applications (internet par exemple) mises en oeuvre. Certains ont voulu y voir une nouvelle forme d'énergie et ont développé toutes sortes de théories à ce propos. Cela semble aujourd'hui avoir fait long feu. L'informatique, l'informatif permettent seulement, massivement, l'économie de temps... et donc d'énergie. Ce qui est peut-être signe d'un possible nouveau mode de production ...à moins qu'une adaptation du capitalisme actuel aux techniques nouvelles vienne régler le problème ? Ce qui ne semble pas se dessiner.

4.5 – À propos des rapports de production

Les rapports de production sont d'abord des rapports de classe. Il est parfois, de bon ton de nier l'existence des classes sociales et, en conséquence, les luttes de classe. Pour ces idéologues, conscients ou non, c'est en fait se placer sur les positions de la bourgeoisie. « *La bourgeoisie est la classe qui nie les classes et cela fait partie de sa définition comme classe* » (H.L.).

La bourgeoisie – qui nie les classes – a pu croire, et faire croire, après mai 68, à la disparition, à l'inexistence de la classe ouvrière. Il semble qu'on la redécouvre aujourd'hui. Quantitativement, on l'évalue, dans les pays hautement industrialisés aux alentours de 30 % de la population active. Ce qui est beaucoup et ferait encore plus de monde s'il n'y avait « globalisation » et « délocalisations ». Mais le poids quantitatif de ceux qui produisent les richesses n'est pas fondamentalement déterminant. Ce qui l'est, c'est la fonction, qualitative, toujours centrale, de producteurs de plus-value. La classe ouvrière n'est certes pas la seule qui soit engagée dans ce processus de création de plus-value, mais elle est pratiquement la seule d'où elle est extraite. Et c'est toujours là, dans cette extraction (5), qu'est la source de l'accumulation du capital.

Il y a peu encore on pensait, nous pensions, suivant Marx que le prolétariat en se libérant libérerait le monde. Cela a été une possibilité. Une telle opportunité a peut-être existé, mais il faut bien constater que le moment de la réalisation d'une telle libération n'a pas eu lieu. Libération qu'on peut nommer Révolution ?

En France, et ailleurs, cette crise a été annoncée par mai 68 (les peuples auraient-ils parfois un sens de la prémonition ?). Beaucoup de choses ont été dites sur cet événement. Ce qui l'a été plus rarement, c'est qu'au sortir de cette « révolution » la classe ouvrière, comme classe « pour-soi », a été défaite. Dans un paysage social et politique où l'opposition classe ouvrière–classe capitaliste était arbitrée par les classes moyennes – plus précisément, c'était ces dernières qu'il fallait neutraliser, ou pour accéder au pouvoir, ou pour le conserver – a succédé une nouvelle configuration. Les classes moyennes nouvelles, celles salariées notamment, ont fait irruption (se coulant dans les habits du capitalisme) sur le marché de la lutte de classe, la classe ouvrière devenait alors la force d'appoint qu'il fallait neutraliser pour se tailler une place maîtresse à la direction des affaires.

La classe ouvrière, comme classe « pour-soi », défaite au sortir de mai 68, était-ce une fatalité ? On pourrait en discuter à l'infini, mais on se contentera ici du constat. En tout cas, en ce mai-là la bourgeoisie eut la peur de sa vie, et bien des valises étaient alors prêtes pour l'émigration. Résultat des « courses », si l'on peut dire : « *On se trouve bien devant une société à prédominance idéologique des classes moyennes sous hégémonie du grand capital* » (H.L., 1981). Plus tard, la classe ouvrière paiera très cher « la grande peur » : par sa déstructuration programmée.

« *Les besoins théoriques seront-ils des besoins directement pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche la pensée* » s'interrogeait Marx à propos de la réalité allemande de son époque. « *Où est donc la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Voici notre réponse. Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier parce qu'on ne lui a pas fait un tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas dans une opposition particulière avec les conséquences mais dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et*

sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit en un mot, la perte complète de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. Cette décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat » (Karl Marx, "L'idéologie allemande"). Cette longue citation et prédiction de Marx - l'émancipation du monde par l'émancipation du prolétariat -, on l'a déjà dit, ne s'est pas réalisée.

Quelle est alors aujourd'hui la catégorie sociale à inventer, « qui ait un caractère universel » par son aliénation universelle, « qui ne soit pas dans une opposition particulière » mais « dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique », qui « ne puisse se reconquérir... que par le regain complet de l'homme » ?

On peut faire l'hypothèse et inverser le pari de Marx. Ce n'est plus, ou plus seulement, une classe particulière qui en s'émancipant émancipera la société, le monde. C'est la société "réelle", l'ensemble des citoyens "réels" qui est « dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique », qui en s'émancipant émancipera aussi le prolétariat. C'est donc bien alors un citoyen réel qui est à inventer.

On peut encore poser la question de manière différente, mais non contradictoire avec l'hypothèse précédente : la prolétarianisation ne s'est-elle pas étendue à la quasi-totalité de la société ? Et cela à partir même de cette définition (parmi d'autres) par Marx du prolétaire : « la misère consciente de sa misère morale et physique, l'abrutissement conscient de son abrutissement et, pour cette raison, essayant de se supprimer soi-même » où la catégorie citoyen vient en lieu et place de la catégorie prolétaire.

Est-on si éloigné que cela aujourd'hui dans les pays industrialisés (ailleurs c'est pire) de cette définition du prolétaire... ou du citoyen ? N'y a-t-il pas misère morale et physique, consciente, s'étendant à l'ensemble de la société, ou presque ? Ceux qui naissent chômeurs, ceux qui le deviennent, ceux qui craignent de la devenir ? Les déclassés, les laissés pour compte, qui perdent le sens même de leur existence et qui s'en rendent compte ? Ceux qui se tuent, concurrence oblige, moralement et physiquement au travail et qui en sont conscients ? Un seul mot résume cette situation : précarité. La quasi-totalité de la société vit sous le régime de l'échange salarial. La quasi-totalité de la société participe au système productif de biens, qui ne sont pas que matériels, sans prise réelle sur les choix et les décisions majeurs, sans possibilités de prendre en main ses conditions de vie ou de survie. Reste cependant des petits espaces de subjectivité, et donc de citoyenneté, pour les individus, non prévus par les technocraties : Ils s'y engouffrent, par détournements de l'affectation des lieux, par détournements des règlements, etc., chaque fois qu'ils le peuvent. Preuve de la virtualité d'une nouvelle citoyenneté.

Si on admet la définition par Marx du prolétaire, si on admet que la notion de conscience dans cette définition est bien celle de conscience "en soi" si on admet que la prolétarianisation s'est étendue à la quasi-totalité de la société, si on admet que cette dernière est dans une « opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique », parce que la quasi-totalité de la société est « la misère consciente de sa misère morale et physique », on peut alors imaginer que naît un nouveau mode de production, dépassant le travail et l'englobant, conduisant à une forme moderne de lutte de classe (englobant là encore sa forme traditionnelle). Forme moderne de lutte de classe que Marx n'avait pas prévu et qui n'est plus attachée à un sujet historique déjà constitué : la classe ouvrière.

Il y a une logique évidente à ce qu'à un mode de production à naître, qui transforme radicalement la vision fétichisée de ce qui composait le mode de

production traditionnel (forces productives et rapports de production), corresponde des formes de luttes radicalement différentes, et que, là aussi, ces formes modernes de luttes dépassent et englobent les formes traditionnelles de lutte des classes.

Reste encore à inventer cette catégorie particulière - ce prolétariat moderne - capable de réaliser une révolution : le passage du mode de production libéral ou capitaliste à un autre, à venir. Elle a déjà été évoquée : c'est la catégorie citoyen. Encore faut-il que la citoyenneté, qu'une nouvelle citoyenneté passe de l'état en soi à la prise de conscience pour que se développe cette forme moderne de lutte de classe.

Ce qu'Henri Lefebvre, à propos de nouvelle citoyenneté, posait en ces termes : « *Est-ce que cela se rapporte à la lutte de classe ? Oui et non. Il y a une part de lutte pour la maîtrise de l'espace et du temps qui est une intense lutte de classe, pour la réduction du temps de travail, pour les retraites, le temps de loisir, la transformation urbaine des banlieues (...) Mais tout cela dans le même temps n'est plus une lutte de classe traditionnelle. De la même manière qu'il y a des luttes comme celle pour la paix qui ne sont pas étroitement la lutte de classe, mais qui la prolonge. Le combat pour une nouvelle citoyenneté est encore de la lutte de classe tout en ne l'étant plus. Il n'est pas intrinsèquement attaché à un sujet historique, la classe ouvrière déjà constituée* » ("revue M", décembre 1991).

4.6 - La ville comme cadre d'une forme nouvelle de lutte de classe

On l'aura remarqué, la ville, le quartier, sont devenus des espaces sociaux fondamentaux. Si la culture, les arts et l'éthique, sont les nouveaux outils de la construction d'une conscience de soi, la ville, l'urbain, des nouvelles règles du partage de l'espace sont, dans cette perspective, des lieux centraux d'une telle construction.

Dans un article publié en 1968, à l'occasion du centenaire de la première édition du *Capital*, Lefebvre soulignait que « *La révolution totale (économique, politique, culturelle) pourra, et elle seule, accomplir cette tâche historique : faire « l'urbain » - Ce n'est pas « l'urbain » qui fera la révolution. Quelque chose d'essentiel se passera (ou ne se passera pas) dans la production. Toutefois, la vie urbaine et surtout la lutte pour la ville et pour la société urbaine fourniront bientôt cadres et objectifs à plus d'une action révolutionnaire. Là encore il y aura (il y a déjà) déplacement. Sans une transformation de la rationalité dans la planification et dans l'aménagement du territoire, sans une autre gestion, la production industrielle n'aura pas pour finalité les besoins sociaux de la société urbaine comme telle. Si la réalisation de la société urbaine implique un programme politique (concernant l'ensemble de la société), ce programme se constitue en fonction de son but* ».

Et il ajoutait : « *Empêcher la dégradation de la vie urbaine existante, inventer des formes nouvelles et leur permettre de se déployer, ces perspectives excèdent les possibilités de la société existante. Elles exigent un pouvoir efficace et véritablement démocratique : agissant dans l'intérêt du « peuple », c'est-à-dire pour remettre à ce peuple la responsabilité et la gestion de son œuvre. C'est seulement la ville – renouvelée, métamorphosée – qui peut devenir œuvre collective et commune. Et c'est seulement dans la ville renouvelée et métamorphosée que la vie de chacun peut devenir son œuvre, parce que la société urbaine se définit par la rencontre et le choix, la communication concrète et la fête. Autrement dit : l'usage (la valeur d'usage) d'une œuvre collective* ».

Lefebvre avait-il raison : l'urbain ne fera pas la révolution sans une transformation dans la production ? Ce qui peut se discuter. Ne faut-il pas aujourd'hui inverser, dans l'équation de Lefebvre, les termes « production et urbain », ou tout au moins les mettre à parité ? Dans ces conditions, les luttes pour l'autogestion et la citoyenneté, dans la ville comme sur les lieux de travail prennent alors une toute autre importance.

5 – Question de cohérence

Il en va un peu, je crois, des « systèmes théoriques » (politiques, économiques, etc.) comme des « systèmes techniques ». Ces dernières ont été formalisées par l'historien des techniques, Bertrand Gille : à un moment donné, toutes les techniques mises en oeuvre dans une société humaine sont à divers degrés cohérentes, tant au plan technique qu'au plan productif. Ainsi la notion de « système technique » contribue-t-elle à expliquer de manière simple les mécanismes de diffusion du progrès technique en faisant entrer en ligne de compte l'interaction entre techniques. Le réseau par lequel se diffuse le progrès technique peut être également celui par lequel se diffuse le blocage technique.

Il résulte de cette interdépendance que le niveau technique global d'un système dépend moins du niveau de la technique la plus avancée que de la technique qui possède la plus forte rigidité d'évolution, qui bloque ainsi l'évolution globale du système. En d'autres termes, le niveau technique global d'un « système technique » est moins déterminé par le niveau d'une technique particulière, que par celui de l'ensemble des techniques qui fonctionnent en cohérence.

Il en va identiquement, je crois, des idées et des théories dans une recherche globale comme la nôtre concernant un projet de société. S'il y a dans celle-ci un point faible : philosophies, sociologie, économie, ou histoire, etc., l'ensemble de la recherche ne sera pas crédible. Cela plaide pour l'interdisciplinarité, mais encore pour une recherche d'où on ne puisse isoler l'analyse de l'existant et du passé de celui du devenir.

Armand Ajzenberg
15 Janvier 2006

(1) - Faut-il rappeler ce qu'est un « état de civilisation » ?

Darwin distinguait des états de civilisation résultant de ce qu'il n'avait pas lui-même nommé, mais cependant décrit, ce qu'a fait pour lui Patrick Tort : « l'effet réversif de l'évolution ». Effet réversif de l'évolution qui résulte de ce paradoxe : « la sélection naturelle, principe directeur de l'évolution impliquant l'élimination des moins aptes dans la lutte pour la vie, sélectionne dans l'humanité une forme de vie sociale dont la marche vers la civilisation tend à exclure de plus en plus, à travers le jeu lié de l'éthique et des institutions, les comportements éliminatoires. En termes simplifiés, la sélection naturelle sélectionne la civilisation qui s'oppose à la sélection naturelle ». Ce qui, chez Darwin, s'explique de cette manière : la sélection naturelle retient non seulement les variations organiques qui présentent un avantage pour les êtres vivants dans leur adaptation au milieu, mais aussi les instincts. Et parmi ceux-ci, les instincts sociaux.

Pour l'homme c'est justement ces instincts sociaux qui sont les principaux atouts d'adaptation au milieu. Ils ont eu cette conséquence : « d'un accroissement de la rationalité, de l'emprise grandissante du sentiment de "sympathie" et des différentes formes morales et institutionnelles de l'altruisme » a résulté un renversement. En lieu et place de l'élimination des êtres humains les moins aptes à survivre apparaît, avec le développement de la civilisation, et de plus en plus dans les successifs états de civilisation (jusqu'à aujourd'hui), le devoir d'assistance envers les plus faibles ou les plus démunis (malades, infirmes, déshérités, etc.) et leur sauvegarde. (Citations issues du "Dictionnaire du Darwinisme et de l'Évolution", publié sous la direction de Patrick Tort, P.U.F, 1996). Ce qui n'est pas décourageant et peut donner un sens, et des principes directionnels à un projet de société.

(2) – Mode de production

L'expression "mode de production", concept socio-économique vient de Marx. Elle est généralement suivie d'un adjectif qui indique, pour une société donnée et une époque donnée, soit l'origine de la formation (ou accumulation) des richesses (ou capital), soit une forme particulière prise par cette accumulation. Ainsi est caractérisé le système économique et social d'un pays ou d'un ensemble de pays.

Dans le mode de production dit "esclavagiste", ce sont les esclaves qui sont à la source des créations de richesses, ou, plus précisément, c'est leur travail (ou exploitation) qui conduit à l'accumulation de celles-ci. Ici l'accumulation de richesses (mortes) se concrétise sous forme de "trésors" qui sont la propriété des hommes ou de communautés libres et dominantes.

Dans le mode de production "capitaliste", l'accent est mis sur une autre forme d'accumulation de richesses (dites vivantes) qui se concrétise par la formation de capitaux. L'accumulation de ceux-ci est dite élargie quand elle dégage un surplus (profit) s'investissant ailleurs que dans la simple reproduction de l'existant. On peut dire que le rôle, la mission même, du mode de production capitaliste est alors cette création élargie de capital vivant.

On définit traditionnellement un mode de production comme étant la combinaison ou l'articulation de deux éléments, ou aspects, intimement liés et que seule l'analyse isole :
les forces productives et les rapports de production.

- Les **forces productives**, qui concourent à la formation du capital par l'utilisation des moyens de production, matériels et intellectuels, dans lesquelles on peut distinguer :
les **forces matérielles** : la fertilité du sol, les ressources de la flore, de la faune et du sous-sol, les machines, etc.
les **forces intellectuelles ou humaines** : l'état des sciences et des techniques et leur mise en oeuvre, la force de travail, son organisation et sa division technique, etc.

Mais les hommes ne produisent pas dans n'importe quelles conditions. Le travail et son organisation dépendent d'un certain système social :

- les **rapports de production**, qui sont les rapports des hommes entre eux, sont définis socialement. On distingue alors :

Les **rapports de propriété**, qui dépendent de la possession ou non des moyens de production, et qui déterminent des droits différents dans l'organisation du travail. La propriété ou non des moyens de production se traduit par l'existence de classes sociales. La vie des individus est donc en grande partie conditionnée par leur position dans les rapports de production. Une situation commune aux uns et aux autres donne une base à des intérêts communs entre les uns et les autres. Ainsi naît la lutte des classes.

Les **rapports de pouvoir** sont les rapports entre dirigeants et exécutants. La manière d'organiser la production est donc fortement soumise, dans un mode de production libéral, à la possession ou non des moyens de production.

Les **rapports de répartition**, qui règlent la manière dont les biens produits sont répartis, dépendent de rapports de force (entre employeurs et syndicats, par exemple). Dans le mode production féodal, les paysans produisaient sur des terres appartenant aux seigneurs (ils devaient à ces derniers une partie de leur production, mais encore un certain nombre de journées de travail dans des champs où la récolte revenait en totalité aux seigneurs).

Un mode de production existant peut être la combinaison d'éléments de modes de production différents, notamment quand l'un meurt ou dépérit et qu'un autre naît. Cette combinaison est appelée "**formation sociale**". C'est même la forme la plus courante d'existence des modes de production (un mode de production commence en effet à dépérir dès sa naissance. Au temps du mode production féodal, on pouvait déjà percevoir, dans les villes, les éléments du mode production capitaliste à venir).

Ceci explique que chaque mode de production peut être lui-même subdivisé en périodes (crises et non-crises) qui sont adaptations et nouveaux équilibres à l'intérieur de la formation sociale existante, compte tenu du développement et des forces productives et

des rapports de production.

Percevoir ce qui, aujourd'hui, dépérit dans le Mode de production capitaliste et ce qui, d'un autre côté, y naît est donc essentiel si l'on veut, pour demain, concevoir ce qui est possible (ou l'un des possibles).

(3) - Principe d'économie

Contre l'idée d'une lutte de classe considérée comme moteur de l'histoire, on peut penser que ce sont les découvertes et inventions permettant d'économiser l'énergie, et par là même de décupler les forces productives, qui sont à la source des transformations des modes de production.

L'invention de l'écriture, qui s'est étendue sur des siècles, a été une formidable innovation. Avec comme but originel l'économique (faciliter l'échange et sa comptabilité), elle a permis des économies d'énergie humaine telles qu'elle a déterminé la suite du cours de l'histoire. La société féodale naît elle, entre autres introductions en occident, de celles du harnachement et du gouvernail. Ces derniers rendent moins utile l'esclave et libèrent des énergies qui peuvent s'investir dans d'autres activités : commerce et artisanat. Le paysan y a gagné une certaine autonomie et l'artisan devient un homme libre.

Remarquée par Denis Papin à la fin du XVII^e siècle, la force expansive de la vapeur d'eau permettra, à la fin du XIX^e siècle, le développement rapide de la machine à vapeur. Le machinisme autorisera l'explosion du capitalisme et donnera naissance à la classe ouvrière. La découverte, vers 1870, des lois de l'électricité et la généralisation du moteur électrique conduiront à cette possibilité : décupler encore plus les économies d'énergie. Pouvoir produire plus avec une même quantité d'énergie conduira à la grande industrie.

Aujourd'hui, l'informatique associée à la mécanique, aux moteurs pas-à-pas, aux capteurs de toutes sortes, etc., et leur généralisation à tous les stades de la production, conduisent à pouvoir économiser l'énergie d'une manière inégalée jusque là. C'est-à-dire à la possibilité d'économiser de la matière, du temps et de l'espace. Sauf que les déplacements humains, qui se réalisaient jusqu'ici de secteurs économiques nécessitant moins d'hommes vers de nouvelles activités, à la faveur des inventions et découvertes, ne se font plus. Ils conduisent aujourd'hui à l'inutilité marchande d'une grande partie des forces de travail humaines libérées. Là est la nouveauté, la limite et peut-être l'une des impasses du mode de production capitaliste.

Une innovation, entendue comme une déviation - une répétition pas tout à fait à l'identique - dans l'ordre établi des choses (découverte ou invention conduisant à une économie d'énergie massive), serait donc à chaque fois l'élément déclenchant d'un nouveau mode de production et, par là même, l'élément déclenchant de la fin du mode de production précédent, d'abord par la transformation des forces productives, ensuite par celle des rapports de production.

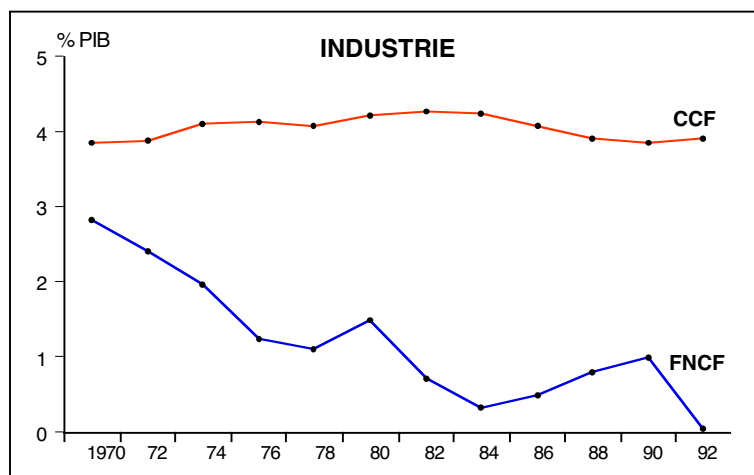
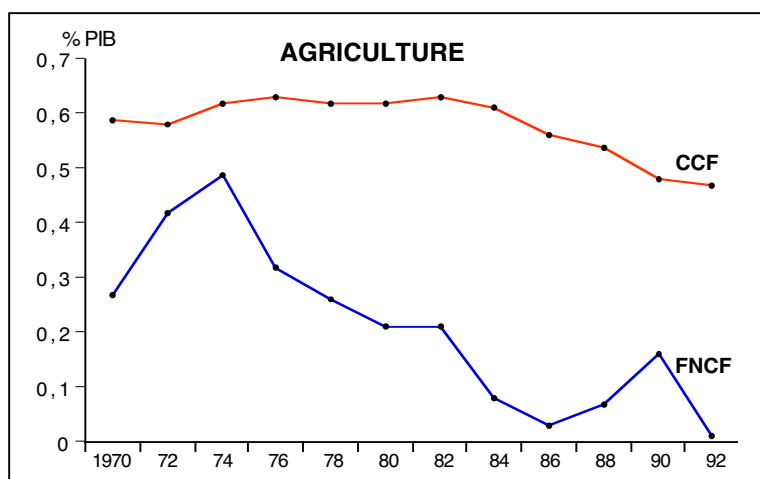
Le fait paradoxal était que jusque ici chaque invention ou découverte économisatrice d'énergie conduisait à un saut (démographique, culturel, technologique, etc.) tel qu'en fin de compte il y avait décuplement de la consommation d'énergie. Ce serait donc ce "principe" d'économie" (d'énergie, de main-d'oeuvre, de capital) qui conduirait (par le fait qu'avec une même quantité d'énergie dépensée on est capable de satisfaire plus de besoins) à ce que ces besoins croissent d'une manière exponentielle et qui serait le véritable "moteur de l'histoire", si de moteur il y a nécessité.

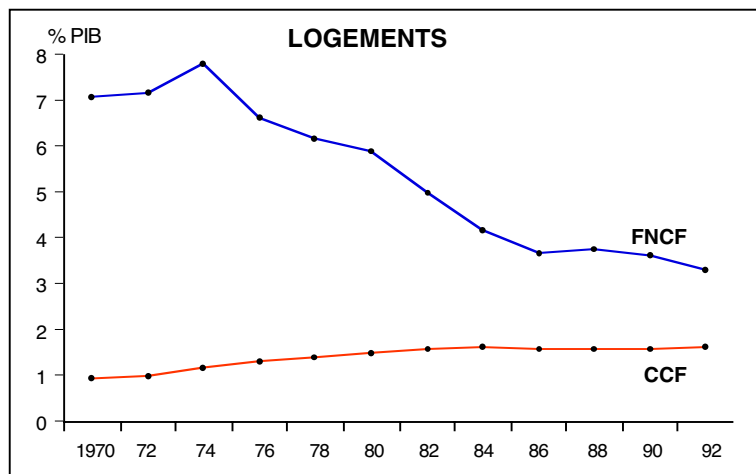
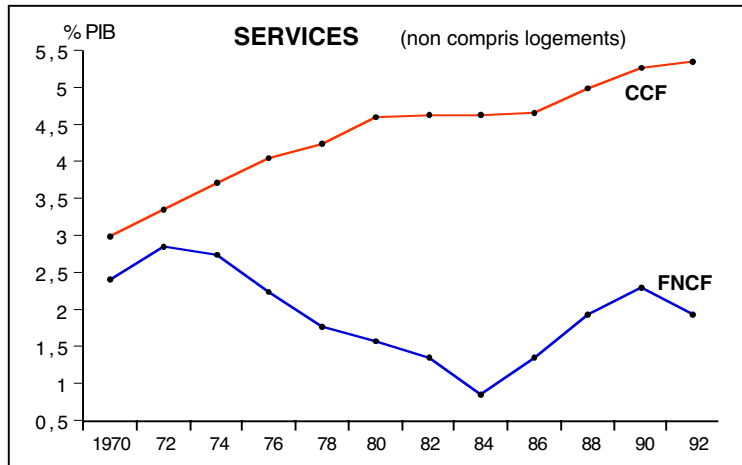
On pourrait aussi soutenir que chaque mode de production naît non des économies d'énergie mais des gains de productivité. Il y a certes relation, mais c'est en fin de compte les économies d'énergie qui sont déterminantes parce que la productivité peut aussi bien résulter des découvertes et inventions économisatrices d'énergie que du gaspillage des ressources humaines ou naturelles (de leur surexploitation). Il y a alors non économie d'énergie mais déperdition de celle-ci. Seul le "principe d'économie", tel qu'il a été entrevue, est générateur de possibles progrès, de possibles transformations des modes de production et de possibles révolutions dans les rapports des hommes entre eux. À condition qu'existe un état de civilisation capable d'assimiler découvertes scientifiques et inventions techniques, redisons-le.

Le "principe d'économie" est cependant ici à entendre moins comme "moteur de l'histoire" que comme élément de compréhension, comme élément explicatif. Ce que de toute évidence un moteur n'est pas. Si la lutte de classe avait été "moteur de l'histoire", que serait-il arrivé dans l'hypothèse d'une "fin de course" où l'abolition des classes sociales aurait conduit aussi à la fin de leurs luttes? L'histoire aurait alors été privée de moteur et voguerait au gré des vents. « Si la lutte des classes est ainsi constitutive de l'histoire, on peut se demander déjà si la suppression de cet élément ne supprime pas du même coup la condition même de cette histoire » (Jean-Yves Calvez "La pensée de Karl Marx", Le Seuil, 1956).

(4) - France : Taux de Formation Nette du Capital Fixe et Taux de Consommation de Capital Fixe, rapportés au PIB

Sources : OCDE, "Flux et stocks de capital fixe"





Ce constat - la fin d'une accumulation élargie de capital dans de nombreux secteurs - n'est pas un fait nouveau. Seulement caché. Un secret ? « On assiste aujourd'hui plus à une volonté capitaliste de retrouver une accumulation du capital qui n'existe plus, plutôt que de fonder un imaginaire moteur qui aille dans le sens d'une nouvelle civilisation. En d'autres termes, comme il n'y plus suffisamment de capital pour créer de nouvelles richesses (dans l'agriculture, c'est proche de zéro comme dans l'industrie) et que la création de nouvelles richesses ne peut plus se faire avec les outils actuels, on investit dans les outils de communication et d'informatique » (Alain Bron, auteur avec Vincent de Gaulejac de "la gourmandise du tapir", Éditions Desclée de Brouwer).

« La France va mieux qu'elle ne le croit mais moins bien qu'elle le pourrait ». Telle était cependant l'affirmation d'Alain Minc (économiste) dans un rapport rédigé en 1994 à l'intention du Premier ministre de l'époque. "Tout va très bien, madame la marquise... Mais il faut que l'on vous dise..". On produit et on consomme. On consomme même tout. Ce qui signifie que l'on détruit tout ce que l'on produit, ou presque, avec frénésie. Ou, pour utiliser un autre langage, à un rythme de plus en plus accéléré. C'est ce que montrent les courbes qui précèdent.

En proportion du PIB, on ne fait que reproduire le capital existant, ou presque là encore. L'épargne, ou l'accumulation élargie du capital, pouvant s'investir ailleurs que dans la simple reproduction (FNCF), disparaît quasiment de la plupart des secteurs économiques (agriculture et industrie) qui produisent des biens matériels (sauf dans le logement, mais là aussi elle est deux fois moindre en 1992 qu'en 1970). Elle disparaît comme disparaissent hommes et femmes de ces secteurs. Ce qui tendrait à démontrer que ce n'est pas le progrès technique (la productivité) qui est cause du chômage, mais le rythme imposé au

renouvellement de la technique (la course à la productivité).

En France, et dans l'agriculture, la FNCF, réduite pratiquement à sa plus simple expression depuis 1985, représente 0,2 % de l'ensemble de celle-ci. Dans l'industrie, la situation n'est guère plus brillante : la FNCF représente aux alentours de 1 % de l'ensemble depuis 1975. Reste les logements et les services, qui sauvent la mise : ils assurent à eux seuls la quasi-totalité de la FNCF de la France (98,8 %). Dans les services, comme dans l'agriculture et l'industrie, la CCF (sommes utilisées à l'amortissement des équipements existants) a égalé d'abord la FNCF puis l'a largement dépassée. Reste les logements où la FNCF est en chute libre et qui va bientôt rejoindre la CCF, si ce n'est déjà fait.

On est alors dans un cas de figure relativement nouveau de l'état du capitalisme contemporain :

- 1 - L'accumulation élargie du capital (FNCF) n'est pratiquement assurée que par les établissements à caractère financier (banques, assurances, etc.) et le logement, qui lui est lié. C'est le cas en France depuis 1985, c'est le cas aux États-Unis depuis à peu près la même date, c'est le cas en Allemagne depuis au moins 1975, etc., etc.
- 2 - Il est caractéristique que les établissements financiers produisant (encore) de la FNCF soient ceux qui ne produisent aucun biens matériels. Il est remarquable que cette FNCF qu'ils produisent de moins en moins provienne paradoxalement, pour une bonne part, de la Consommation de Capital (CCF) des autres secteurs (agriculture, industrie). Les amortissements des fonds avancés par les établissements financiers pour la course à la productivité, la course à la compétitivité (et conséquemment la course au chômage) des secteurs agricoles et industriels sont en effet une bonne part de ce qui fait vivre les établissements financiers.
- 3 - Tout se passe comme si les secteurs agricoles et industriels, saisis d'une frénésie de production et de consommation à résultats pratiquement nuls (sauf celui du chômage), abandonnaient la fonction accumulation élargie du capital aux secteurs financiers. Ce que ces derniers accomplissent visiblement de plus en plus mal.
- 4 - Ces constats en appellent un autre : un mode de production qui n'accumule plus de capital, ou de moins en moins, est un mode de production sur le déclin, dont le rôle historique s'achève. Une civilisation, un état de civilisation, où ne subsiste que l'état de reproduction (sous la forme figée et en constante accélération : production-destruction) est une civilisation qui se délite. Les signes les plus visibles en sont aujourd'hui la précarité, le chômage, l'exclusion.

Marx avait établi ce constat : il y a dans le capitalisme concurrentiel, avec la tendance à la formation d'un taux moyen de profit, des proportions de l'accumulation élargie se rétablissant au cours de crises successives. Or la crise est devenue permanente et il n'y a plus d'accumulation élargie. Pour Pierre Grou, la crise actuelle, « qui résulte bien de la recherche des gains de productivité propre à l'évolution humaine », est « le produit de l'évolution économique marquée par des rythmes crise-non-crise et non des causes événementielles ». Il pense même possible « un phénomène nouveau : une simultanéité crise-non-crise à caractère permanent » ("L'aventure économique", L'Harmattan, mai 1995). Ce que Marx n'avait pas prévu, ou n'avait pu prévoir. Il indiquait simplement qu'un mode de production disparaît quand il a atteint ses limites et que, s'agissant du capitalisme, les limites lui sont assignés par lui-même, et non du dehors. Y serions-nous arrivés ?

(5) - PRODUCTION DE PLUS-VALUE ET EXTRACTION DE CELLE-CI

Je n'entrerais pas ici dans une définition de la plus-value. Je partirais d'Henri Lefebvre et de ce passage du tome 2 de Critique de la vie quotidienne à propos de la « praxis » : « La praxis englobe à la fois la production matérielle et la production « spirituelle », la production des moyens et celle des fins, celle des instruments, celle des biens et celle des besoins. Produire et reproduire, ce n'est pas seulement lancer dans la circulation, l'échange et l'accumulation un certain nombre d'objets produits (instruments de production ou biens de consommation). C'est aussi produire et re-produire les multiples rapports sociaux qui permettent la production et aussi l'appropriation des biens (et qui les limitent ou les entravent.) (...) ... toute société comporte et suppose une production non matérielle et cependant créatrice pratiquement, les multiples « services ». Or ces services s'insèrent dans la trame des rapports sociaux, des rapports de production et de propriété. Ils les rendent plus complexes. Ils

représentent des besoins sociaux admis et contrôlés. Ils réalisent l'articulation de la production et de la consommation dans la quotidienneté (qu'il s'agisse de la distribution, des transports, de l'hygiène et de la médecine, de l'éducation et de l'instruction, des loisirs, de la publicité, des œuvres proprement culturelles, etc.) »

Dans la société moderne actuelle, la base de la production de la plus-value s'est élargie, dans l'entreprise et hors entreprise. La classe ouvrière n'est plus la seule source de production de cette plus-value (elle ne l'a jamais été). La montée massive des classes moyennes s'explique, selon moi, par ce fait : la technicité de plus en plus grande et des moyens de fabrication et des produits fabriqués et des besoins culturels grandissants de tous les agents qui participent à ce processus.

Par contre l'extraction de cette plus-value collective produite par les travailleurs du « matériel » et de « l'intellectuel », elle, provient uniquement, ou très majoritairement, du travail matériel. Je crois que, sur ce plan, les prophètes de « l'immatériel » se trompent. André Gorz, par exemple, tire argument de ce que les grandes entreprises américaines « externalisent » les tâches de 90 % du personnel pour annoncer que le « capital cognitif » (connaissances, savoir-faire) devient la force productrice principale.

Illusion bien sûr, idéologique. Le travail matériel peut être externalisé (joli mot pour ne pas dire délocalisé ou sous-traité), ou pas, c'est là cependant que l'extraction de la plus-value se réalise. Par une exploitation toujours plus féroce, pour rester compétitif, de la classe ouvrière d'abord, mais aussi d'autres catégories des classes moyennes salariées ensuite. Certains profits, dans l'entreprise, peuvent, certes, provenir des connaissances et du savoir-faire. Par exemple quand l'État ou l'un de ses appareils (CNET, par exemple) passe commande d'une étude à des laboratoires et services techniques d'une entreprise privée, mais là encore il y a bien, aussi, par ces agents, production matérielle (prototypes). De toute façon, l'extraction de la plus-value réalisée à ce stade est marginale.

Dans le processus de fabrication, dans la recherche du coût le plus précis, c'est toujours les « producteurs » directs - la classe ouvrière -, et leur exploitation, qui ont le rôle déterminant. Les autres catégories de salariés qui sont généralement des indices dans le calcul de la plus-values, exploités eux aussi, ont un rôle indispensable dans la production de cette plus-value, mais l'extraction de celle-ci se réalise, elle, concrètement au niveau des agents de production.

Cette analyse de la production de plus-value et de son extraction ne semble pas s'appliquer pas aux industries de process (production et transport d'énergies, industries chimiques...). Là, dans ces ensembles automatisés, l'extraction de la plus-value ne dépend plus de travailleurs (les seuls qui subsistent sont ceux de surveillance. Ils travaillent seulement quand le système automatisé tombe en panne), mais semble fixée (arbitrairement ?) dans des conseils d'administration en fonction du rapport offre/demande. Ce type d'industries préfigure peut-être un stade lointain d'une production industrielle entièrement automatisée ?